

Service de Coordination
des Politiques Interministérielles
Bureau de l'Environnement
et de l'Utilité Publique

PRÉFÈTE DE LA SOMME

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société de Cogénération de Picardie (SO.CO.PIC)
à AMIENS
Mise en demeure

ARRÊTÉ DU 19 JUIN 2019

La Préfète du département de la Somme
Chevalier de la légion d'honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 21 décembre 2018 nommant Madame Myriam GARCIA, sous-préfète hors classe, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 04 janvier 2019 nommant Madame Muriel NGUYEN, préfète de la Somme, à compter du 21 janvier 2019 ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter délivré le 25 mai 2000 à la société DALKIA pour l'exploitation d'une installation de cogénération située au 3 rue de Vaux, zone industrielle Nord, à Amiens (80000) ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2012 délivré à la société SO.CO.PIC pour le site précité ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 janvier 2019 portant délégation de signature de Madame Myriam GARCIA, secrétaire générale de la préfecture de la Somme ;

Vu le récépissé de changement d'exploitant du 15 juin 2000 transférant le bénéfice de l'autorisation d'exploiter susvisée à l'entreprise SOCIETE DE COGENERATION DE PICARDIE (SO.CO.PIC) ;

Vu la visite d'inspection réalisée, par l'inspection des installations classées, le 11 mars 2019 sur le site précité ;

Vu le courriel de l'exploitant transmis le 15 mars 2019, à l'inspection des installations classées, à l'issue de la visite d'inspection précitée ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées (référéncé 2019-0222), établi à l'issue de la visite d'inspection du 11 mars 2019 précitée, transmis à l'exploitant par courriel du 25 mars 2019 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier daté du 11 avril 2019 ;

Considérant que lors de la visite d'inspection du 11 mars 2019 du site précité, l'inspection des installations classées a constaté que les vannes situées sur la conduite d'alimentation en gaz du site ne sont pas testées périodiquement, contrairement aux dispositions prévues par l'article 4.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2012 ;

Considérant que par courriel du 15 mars 2019, l'exploitant a proposé de procéder « à la manœuvre de la vanne générale de gaz sécurité du site lors des arrêts techniques (tous les 3 ans) », la prochaine étant programmée en 2020 ;

Considérant que cet organe de sécurité est l'une des mesures de maîtrise des risques principale du site et qu'il n'a pas été testé depuis plusieurs années ;

Considérant que l'inspection des installations classées estime que le délai de mise en conformité d'un an proposé par l'exploitant ne permet pas de garantir les intérêts prévus par l'article L. 511-1 du site et en particulier la sécurité ;

Considérant que l'exploitant a proposé, par courrier daté du 11 avril 2019, des nouveaux délais de mise en conformité plus adaptés à la situation ;

Considérant que, néanmoins, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SO.CO.PIC de respecter les prescriptions de l'article susvisé ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Somme :

ARRÊTÉ

Article 1 – Objet

La société SO.CO.PIC située au 3 rue de Vaux, zone industrielle Nord, à Amiens (80000) est mise en demeure de respecter les dispositions du présent arrêté.

Article 2 – Test périodique des vannes situées sur la conduite d'alimentation en gaz du site

Dans un délai de quatre mois suivant la notification du présent arrêté, l'exploitant est tenu de tester périodiquement les vannes situées sur la conduite d'alimentation en gaz de son site et ce conformément aux dispositions prévues par l'article 4.1.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 31 octobre 2012.

Article 3 – Dans le cas où l'obligation prévue à l'article précédent ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être fait application à l'encontre de l'exploitant des dispositions prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement.

Article 4 – La présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif d'Amiens ou par le biais de l'application Télérecours citoyens accessible sur le site www.telerecours.fr, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, conformément aux dispositions de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement.

Article 5 – Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de la Somme, le le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement des Hauts de France, l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SO.CO.PIC.

Amiens, le 19 JUIN 2019,

Pour la préfète et par délégation
La secrétaire générale



Myriam GARCIA